

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 avril 2026

ACTUALISATION DE LA PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 2024 À 2030 ET DIVERSES DISPOSITIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE - (N° 2695)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 305

AMENDEMENT

présenté par

M. Saintoul, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, Mme Bentorki, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 34, insérer l'article suivant:

Dans les six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport présentant les modalités de mise en œuvre d'une conscription citoyenne obligatoire et universelle pour tous les Français de moins de 25 ans.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le groupe La France insoumise défend de longue date l'instauration d'une véritable conscription universelle obligatoire, avec composante militaire optionnelle et payée au salaire minimum. Cet amendement vise à demander un rapport au Gouvernement permettant de détailler les modalités de sa mise en œuvre. Cette conscription s'oppose au nouveau service national annoncé par Emmanuel Macron, qui sert surtout à masquer l'échec du caprice présidentiel qu'était le Service national universel. Ni

véritablement pertinent du point de vue militaire ni facteur de cohésion sociale et encore moins d'émancipation de la jeunesse, mal payé, il est un autre dispositif de précarisation de la jeunesse, qui coûtera tout de même deux milliards d'euros jusqu'en 2030. A l'inverse, la France Insoumise propose un véritable projet de société, facteur de mixité sociale et qui redonnera à l'État sa capacité d'agir, y compris dans les scénarios de crise invoqués par le gouvernement pour justifier l'actualisation de la loi de programmation militaire.